

# La parade indienne contre la déforestation

**> Développement durable** Les Indiens Surui luttent contre la destruction de leurs terres, en Amazonie brésilienne

**> En émettant des crédits carbone, ils espèrent générer des revenus pour leur combat contre le défrichement**

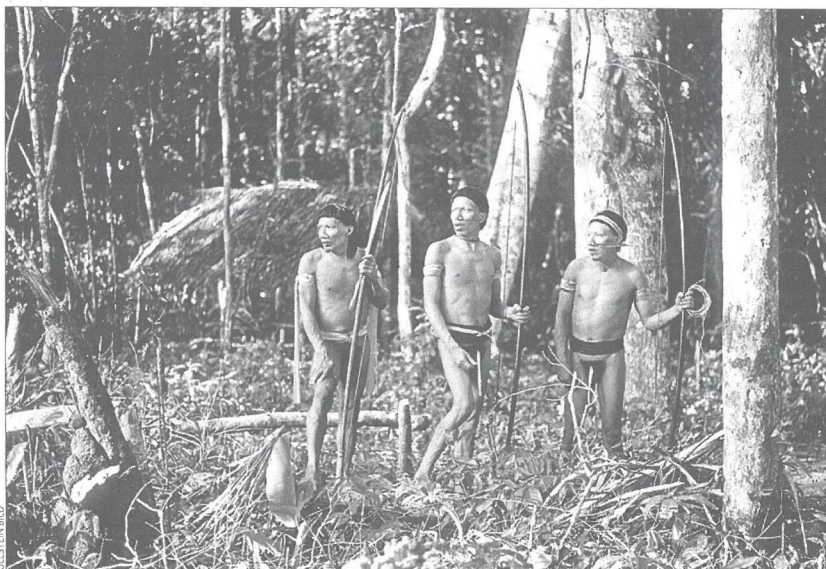
Chantal Rayes SÃO PAULO

Tout autour de la réserve des Indiens Surui, en Amazonie brésilienne, la forêt a disparu pour faire place aux plantations et aux pâturages. Depuis des décennies, cette ethnie de 1300 âmes lutte contre la destruction de sa terre ancestrale, dans l'Etat amazonien du Rondônia.

Emmenés par leur jeune chef de 37 ans, Almir Surui, ces Indiens espèrent avoir trouvé la parade pour préserver la forêt sans compromettre leur bien-être social, l'équation au cœur du concept de développement durable, thème de la conférence de l'ONU qui s'ouvre le 20 juin à Rio.

**Almir Surui est menacé de mort par les bûcherons et ne se déplace plus que sous escorte policière**

Les Surui se préparent à émettre des crédits carbone sur le marché international, via le mécanisme REDD («réduire les émissions de CO<sub>2</sub> provenant de la déforestation et de la dégradation des forêts»), qui vise à combattre le défrichement en offrant une contrepartie, pécuniaire notamment, à ceux qui préservent la forêt, grand réservoir de carbone. Pour renflouer la caisse, il suf-



**L'ethnie Surui compte 1300 âmes.** Ses terres s'étendent sur 248 000 hectares. Elles sont d'autant plus convoitées que les alentours ont déjà été défrichés. ARCHIVES

fira donc aux Surui de s'abstenir de détruire leur réserve. Des ingénieurs ont mesuré un à un les arbres pour évaluer la quantité de carbone qui y est stockée. Leur méthodologie a été certifiée par des labels internationaux.

«Nous voulons montrer qu'il est possible de générer des revenus sans détruire l'Amazonie», martèle Almir Surui. Face aux pressions extérieures, l'équilibre est de plus en plus difficile à trouver. Même chez les Indiens, les meilleurs protecteurs de la forêt, dont ils tirent leur subsistance avec la chasse et la cueillette.

Car si le défrichement de l'Amazonie est en recul, l'agribusiness est en plein essor au Brésil et menace à nouveau de repousser la frontière agricole dans la forêt. L'immense terre des Surui – 248 000 hectares – est d'autant plus convoitée que les alentours ont déjà été défrichés. Pendant des années, bûcherons, mais aussi éleveurs et agriculteurs y ont multiplié les incursions pour couper illégalement le bois ou étendre leur exploitation. Ils se sont trouvés des alliés parmi les Surui qui leur ont loué des terres et pris part au trafic du bois. Résultat: 7%

de la réserve a été détruite. Le sur-saut a lieu au tournant des années 2000. La reforestation commence (avec l'aide notamment de l'ONG suisse Acquaverde). Des sentinelles sont déployées aux abords de la réserve pour intercepter les incursions et le défrichement. Le géant informatique Google, approché par Almir Surui, leur a fourni GPS et smartphones pour transmettre la localisation des infractions en temps réel sur Google Earth, facilitant ainsi la tâche des autorités... qui restent toutefois les bras croisés.

C'est finalement un accord, trouvé en 2009 avec les chefs des 23 clans de l'ethnie, qui va mettre fin au défrichement et au trafic du bois. Depuis, Almir Surui est menacé de mort par les bûcherons et ne se déplace plus que sous escorte policière. Cet accord est intervenu dans le cadre d'une consultation menée par le chef des Surui pour obtenir le consentement préalable de son peuple au projet de commercialisation de crédits carbone. Pour convaincre les siens de cesser de défricher, il a cette fois un argument de taille: «Ce n'était plus la destruction de la forêt mais au con-

traire sa préservation qui allait générer des revenus», raconte Ivaneide Bandeira, de l'ONG Kainindé, qui a pris part aux pourparlers.

A ceux qui crient à la «marchandisation» de la nature, Almir Surui réplique: «Ils ne proposent rien à la place. Il nous faut des alternatives économiques à l'exploitation

**«Leur seul patrimoine, c'est la forêt. Or, pour l'instant, elle ne vaut rien tant qu'elle n'est pas détruite»**

prédatrice de la forêt.» Les revenus issus d'une éventuelle vente de crédits carbone serviront justement à financer des activités économiques de faible impact sur la forêt, comme l'écotourisme ou l'agriculture sur une partie des parcelles déjà défrichées, prévues dans le cadre du plan de gestion du territoire des Surui.

Encore faudra-t-il trouver preneur aux crédits carbone des Surui. Le mécanisme Redd n'étant

toujours pas réglementé, le marché reste limité. Et la voie est ouverte aux abus. D'obscurs intermédiaires étrangers ont ainsi con vaincu, en échange de millions de dollars, une trentaine d'ethnies brésiliennes de leur céder le droit de commercialiser d'éventuels crédits carbone issus de la préservation de leurs réserves. Ces contrats qui interdisent aux Indiens l'usage de leur propre terre sont jugés illégaux et abusifs par le gouvernement, qui ne reconnaît que l'initiative des Surui.

«Les Indiens jouent un rôle fondamental dans la protection de la forêt», souligne Paulo Moutinho, de l'IPAM, un centre d'études sur l'Amazonie. Or, ce service qu'ils rendent à la planète n'a aucune valeur. Il faut le rémunérer. D'autant que les Indiens doivent pallier les insuffisances de l'Etat brésilien en prenant en charge eux-mêmes la santé, l'éducation et la protection de leur réserve contre les incursions.»

Annuellement, Brasilia consacre moins d'un dollar par hectare aux réserves des Indiens, alors que la protection du périmètre de leur terre leur coûte à elle seule dix fois plus. Allié au lobby agricole, qui conteste les droits territoriaux des Indiens, le Parti des travailleurs de l'ex-président Lula et de sa successeur, Dilma Rousseff, semble avoir oublié son engagement historique envers ces derniers...

«On croit souvent que les Indiens ont un mode de vie ancestral qui les dispense de revenus, commente de son côté Raul do Valle, de l'Institut socio-environnemental. Mais le contact avec les Blancs aidant, les jeunes Indiens ont des besoins matériels que ne saurait satisfaire l'économie de subsistance prévalant dans les ethnies. Ils voient que l'agriculteur d'à côté se fait de l'argent en défrichant et ils sont tentés de faire pareil pour accéder aux biens de consommation. Leur seul patrimoine, c'est la forêt. Or, pour l'instant, elle ne vaut rien tant qu'elle n'est pas détruite.»

**>>> Sur Internet**

Rio+20, la Terre au sommet

[www.letemps.ch/dossiers](http://www.letemps.ch/dossiers)